



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

29/03/2020

RESUME DE QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES.

SEMAINE 23 AU 27.03.2020.

France.

Coronavirus. Une chape de plomb, encore plus épaisse qu'à l'accoutumée, pèse sur les mouvements sociaux en liaison avec l'épidémie devant le refus des salariés de mettre leur santé en danger pour satisfaire les exigences du capital. Sans prétendre en faire le tour complet par manque d'informations il est possible de faire état de retrait pour mise en danger à la Poste, chez Safran (Le Havre), Arcelor (Le Creusot) Merlin Gerin (Alès) Amazone (Drome) aux Transports de Strasbourg, Chantiers de l'Atlantique, etc.

La fédération CGT des services publics a déposé un préavis de grève qui couvre tout le mois d'avril.

Pendant ce temps l'impuissance de l'Etat pour assurer la sécurité sanitaire du pays apparaît dans toute son étendue. Les besoins élémentaires de prévention (test de dépistage) ou de protection (masques) ne sont toujours pas à la disposition des personnels soignants avec comme conséquence une multiplication des contaminations dans le personnel (plus de 530 cas d'arrêt à l'AP-HP au 23.03) et des premiers décès. Situation encore plus dramatique dans les Ehpad où les décès se comptent par dizaines et qui donne-malheureusement- raison aux luttes engagées par le personnel pour avoir les moyens de remplir sa mission.

Devant ce scandale sanitaire le pouvoir ne pouvait rester silencieux où se contenter de remercier les personnels de santé. Macron a été obligé de faire des promesses de revalorisation des salaires et de moyens supplémentaires pour l'hôpital. Il n'en reste pas moins qu'aucun budget n'a été voté lors du collectif budgétaire pour apporter des réponses immédiates.

Dans le même temps les opérations de communication gouvernementale se multiplient. L'hôpital militaire est enfin installé plus de dix jours après l'annonce, tandis qu'un bâtiment militaire de 32.000 tonnes est mobilisé pour transporter 12 malades entre la Corse et le continent. Les « entreprises » ne sont pas en reste. LVMH annonce qu'il va faire don de 10 millions de masques (fait en Chine), de son côté la grande distribution-qui supprime des milliers d'emplois- annonce une prime de 1000 euros (défiscalisée et sans cotisation sociale) pour le personnel en contact avec la clientèle. Quelle générosité ! Le capitalisme qui partage l'effort national !

Pouvoirs spéciaux. Profitant de l'épidémie le pouvoir a demandé et obtenu du Parlement le vote de pouvoirs spéciaux qui autorise le patronat à imposer aux salariés la prise de congés payés en lieu et place du chômage partiel. Le ministre Darmanin déclare à ce propos *Lorsque l'on peut prendre des jours de congés pour pouvoir faire revivre notre pays, je trouve que c'est une pensée que chacun peut avoir*. Une autre ordonnance met à mal le code du travail : celle qui prévoit la remise en cause des horaires de travail et impose une flexibilité entièrement soumise à l'arbitraire patronal (12 heures par jour, 60 heures de travail par semaine, travail de nuit où du dimanche) ordonnance qui couvre une période allant jusqu'au 31 décembre, bien au-delà de la période prévue de l'épidémie. Cela pendant qu'un collectif budgétaire validait toutes les promesses d'aide au capitalisme.

Les unions régionales de la RP (CGT, FO, Unsa, Solidaires, Unef, UNL (lycéens) dans un communiqué commun dénoncent le recourt aux ordonnances et l'absence de solutions réelles aux besoins des services publics et des salariés. Sans surprise la CFDT est absente quand un texte met en cause la politique du pouvoir.

Syndicats. L'ensemble des confédérations et trois organisations patronales ont signé un « relevé de discussion » qui relève de l'union sacrée plus que du souci de la défense de l'intérêt des salariés, impossible d'envisager dans une telle rencontre. Le « dialogue entre partenaires sociaux » étant pour les signataires le seul horizon possible.

De nombreuses protestations d'organisations de la CGT (UD, fédérations, membre de la Commission confédérale, syndicats d'entreprises) demandent, avec juste raison, le retrait de la signature de la CGT du texte.

Profitant de ce texte, gouvernement et patronat accentuent la pression pour la reprise du travail dans des entreprises ou secteur d'activité non indispensable à la vie dans cette période.

On est loin de la nécessité absolue du confinement et des promesses d'indemnisation du chômage partiel. Le *Nous devons continuer à produire et faire fonctionner le pays* lancé par Macron le 22.03 a été entendu. L'Afep (les 100 plus grandes entreprises privées) abonde dans ce sens tandis qu'un accord gouvernement-fédération patronale du bâtiment pour la reprise des chantiers vient d'être signé, qu'Airbus annonce la réouverture de ses usines (ce qui entraîne celle de tous les sous-traitants soit plusieurs dizaines de milliers d'emplois) que Berger et F. Roux de Bézieu font dans les mêmes termes la même demande. Peugeot et Renault annoncent vouloir reprendre leurs productions.

Patronat et gouvernement doivent trouver que la facture du chômage risque d'être trop élevée et qu'il faut la réduire autant qu'il est possible.

L'épidémie a fait éclater au grand jour les conséquences des politiques des fermetures d'entreprises, des délocalisations menées depuis quarante ans sur l'appareil productif national pour le plus grand profit du capital. Devant l'émotion suscitée par cette réalité des slogans tel *rien ne sera plus comme avant* ou *il faut rapatrier les chaînes de productions* fleurissent dans les milieux gouvernementaux.

B. Lemaire et bien d'autres, qui déclarait il y a encore peu que l'Etat *n'a pas vocation à diriger les entreprises concurrentielles à la place des actionnaires qui ont les compétences et le faire-savoir pour faire mieux que lui* n'a pas changé d'avis sauf à déverser des milliards d'argent public pour répondre aux revendications des capitalistes.

L'Etat, qui a privatisé tout son parc industriel n'a aucun moyen - même s'il en avait la volonté- de faire pression sur les entreprises capitalistes. Celles-ci n'auront qu'un seul souci : restaurer au plus vite leurs profits pour rattraper ce qu'elles auront perdu du fait de la pandémie. Avant comme après le capitalisme restera ce qu'il est.

Dividendes. Comme il s'agit des dividendes sur l'exercice 2019, Total et Société Générale ont fait savoir que la distribution des dividendes ne serait pas affectée par la crise. Les autres sociétés n'ont pas fait connaître-pour l'instant- leurs positions

Suppression d'emplois. Dunlopillo en liquidation judiciaire est repris par un concurrent. Sur les 177 salariés seuls 90 sont repris.

Monde.

Chili. La colère populaire contre le pouvoir et le maintien de la constitution datant de la dictature de Pinochet change de forme mais est toujours intacte. Aux rassemblements de rues (interdit pour confinement) ont succédé concerts de casseroles, banderoles, affiches.

Coronavirus. A côté des milliards mis à la disposition des capitalistes par les banques centrales, chaque Etat y va de sa propre aide. Après la France, l'Allemagne (1100 Mds), le Royaume Uni, l'Espagne annonce 200 Mds d'aide à son « économie ».

Aux USA, Trump a plus le souci de l'économie que de la santé de la population (il est vrai que le système de santé US est encore plus que d'autres impuissant à faire face). Il vient de déclarer « *L'Amérique sera à*

nouveau et bientôt ouverte aux affaires ». Lorsqu'il clame « l'Amérique d'abord », il faut comprendre « le capitalisme américain d'abord » avec le vote par le congrès d'une aide de 2000 Mds de \$.

UE Une réunion des chefs d'Etats et de gouvernements a eu lieu le 26.03. A l'ordre du jour la mutualisation de la dette des Etats au niveau européen a été demandée par neuf pays dont la France. L'Allemagne et la Hollande sont résolument opposées à une telle initiative qui entrainerait à leurs yeux des dépenses inconsidérées de la part de certains Etats, dépenses qui devraient être réglées par les Etats « économes ». Toujours la fameuse solidarité européenne.

Bourses. L'ensemble des bourses de la planète ont des résultats en dents de scie toute la semaine. Le CAC termine la semaine en légère hausse à 4442 points contre 3869 au début.

Le fond d'Etat norvégien vient de faire connaître la perte qu'il a subi depuis le début de la crise : 115 Mds de \$. Cela donne une idée de la destruction de richesses engendrée par le système capitaliste. Cac40 au 23.03 3869 points. Wall Street -17, 3% (16 au 20.03)